

L'austérité grecque à l'épreuve de la démocratie¹

Les élections législatives grecques du 7 mai 2012 ont pris l'allure d'un référendum sur les plans d'austérité imposés par la troïka CE-BCE-FMI. Elles se sont conclues par un net rejet des partis qui soutenaient ces derniers. La division du camp anti-austérité et sa diabolisation en Grèce et à l'étranger risquent cependant de ne pas déboucher sur le changement tant attendu par le peuple grec.

« Ne serait-il pas plus simple pour le gouvernement de dissoudre le peuple et d'en élire un autre ? », interrogeait Bertolt Brecht en 1953. Par cette raillerie, il réagissait par l'absurde à un communiqué du Parti communiste d'Allemagne, qui, à la suite du soulèvement ouvrier de juin de la même année à Berlin-Est, estimait que « le peuple avait trahi la confiance du gouvernement ». Cinq décennies plus tard, les observateurs et décideurs favorables à l'austérité semblent avoir fait leur cette proposition du célèbre dramaturge (cette fois sans la moindre ironie), tant ces derniers semblent dépités du résultat des élections législatives grecques du 7 mai 2012.

Les Grecs ont en effet exprimé un cinglant désaveu envers la majorité sortante favorable aux plans d'austérité élaborés avec la troïka (qui regroupe la Commission européenne, la BCE et le FMI) : alors qu'ils totalisaient 77,4% des voix aux élections de 2009, le Mouvement socialiste panhellénique (Pasok, sociaux-démocrates) et la Nouvelle Démocratie (ND, Conservateurs) s'effondrent à 32,63%. Même le bonus des 50 sièges (sur 300) attribués au premier parti en vertu d'une loi électorale taillée sur mesure pour préserver l'hégémonie des deux partis traditionnels ne leur permit pas d'obtenir la majorité absolue. Tout au plus a-t-elle octroyé aux conservateurs, arrivés de justesse en tête, un nombre de siège proportionnellement double des voix exprimées pour ce parti (36% des sièges, pour seulement 18,85% des voix), qui lui permit une avance considérable sur la Coalition de la Gauche radicale (Syriza), leader de la gauche anti-austérité (17% des sièges, 16,78% des suffrages exprimés) que seul 2% des voix séparent pourtant de ND. Un avantage qui ne leur aura guère été profitable, puisqu'en raison du blocage politique, les grecs retourneront aux urnes le 17 juin.

Plus particulièrement, la campagne a surtout porté sur le *mémorandum*, un accord conclu en février entre le précédent gouvernement Papademos et la troïka, qui permettait une restructuration de la dette de 107 milliards et un nouveau prêt de 130 milliards d'euros destiné au remboursement des créances détenues sur la Grèce et à la recapitalisation des banques². Le camouflet infligé aux partis qui l'ont soutenu doit donc être interprété comme une énième manifestation de la défiance de la population envers une austérité très inéquitablement répartie et quasi exclusivement tournée vers l'objectif de rembourser les créanciers de la Grèce. Ce plan de désendettement, dont la dureté n'a rien à envier aux funestes plans d'ajustements structurels naguère imposés par le FMI et la Banque Mondiale³, était pourtant présenté par ses promoteurs comme la condition non négociable pour un refinancement de la république hellénique, essentiel pour éviter sa banqueroute.

« Défaillance démocratique »

On comprend dès lors l'empressement de certains à décrier un verdict populaire qui rejette ce plan élaboré en hauts lieux. La presse européenne sera particulièrement féroce à son encontre, ne craignant pas de prendre quelques libertés par rapport à la réalité. « Europe, la crise dope les extrêmes », titrait *C dans l'air* (TV5) du 22 mai 2012, annonçant la couleur d'une émission qui renverra constamment dos à dos les partis qui s'opposent au *mémorandum*, les nuances ne portant que sur « différents degrés dans la détestation de l'Europe »⁴. Même analyse de Claude Imbert, éditorialiste au *Point*, pour qui « la démocratie – victime de sa maladie de famille, la démagogie – recule devant les embardées populistes de l'extrême gauche et de l'extrême-droite », symbole selon lui d'une « défaillance démocratique »⁵.

¹ Par Grégory Mauzé, collaborateur de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte – juin 2012

² Communiqué de presse du CADTM, «Le CADTM dénonce la campagne de désinformation sur la dette grecque et le plan de sauvetage des créanciers privés», cadtm.org, 10 mars 2012

³ Pour une énumération en détail des mesures préconisée par le *mémorandum*, v. « Les points-clés du plan d'austérité grec », Lemonde.fr, 12 février 2012

⁴ Lemaire, Frédéric, « Le "chantage grec" s'invite au comptoir d'Yves Calvi », acrimed.org, 5 juin 2012

⁵ Imbert, Claude, « Le syndrome grec », Le Point, 17 mai 2012

Une mise en parallèle douteuse, à la vue de la spectaculaire percée de la gauche anti-austérité (en hausse de 20%, essentiellement en faveur de Syriza) et du score bien plus modeste des néonazis d'Aube Dorée, qui n'améliore que de 2% le score du LAOS, autre parti d'extrême-droite balayé du fait de sa participation au gouvernement Papadémos. « Désigner Syriza comme un « pendant gauchiste » d'Aube Dorée est à la fois un acte de délégitimation politique et d'occultation de la vision pro-européenne qui est la sienne », analyse Vicky Skoumbi, rédactrice en chef de la revue grecque *Aletheia*. « En fait, Syriza, loin de constituer une menace pour la démocratie et l'Europe, s'attaque, de plein fouet, à leur évidente subordination au système financier », ajoute la journaliste⁶.

Sur le fond, un certain consensus règne pour condamner le choix du peuple grec d'infliger une déroute aux partis favorables au mémorandum. Le journal britannique *The Independent* compare ainsi le résultat de l'élection à « la dernière crise de colère d'un enfant gâté » le quotidien estimant par ailleurs que « le résultat de l'élection punit les partis modérés qui leur disaient la vérité sur la situation et récompense les partis d'extrême droite et gauche, qui ignorent volontairement la réalité et leurs responsabilités ». « Akropolis Adieu », titrait quant à lui l'allemand *Der Spiegel* dans sa une du 13 mai 2012, pavant ainsi le chemin à une sortie de l'euro qui s'imposerait, devant le refus des électeurs grecs à se prononcer en faveur de partis « raisonnables »⁷. Même son de cloche au journal conservateur *Die Welt*, qui estime que « les citoyens allemands ne sont pas prêts à payer pour le déni de réalité des Grecs »⁸. Si l'actualité électorale en France éclipsa quelque peu tout autre scrutin, la presse hexagonale n'apparut guère plus nuancée sur le dossier grec. « L'euro ou la drachme ? Aux Grecs de choisir », affirma ainsi le journal *le Monde* dans son éditorial du 23 mai⁹, tandis que *le Figaro* résumait les enjeux des élections à venir à un « duel entre réalistes et utopistes »¹⁰.

Comme lors du référendum sur l'austérité (finalement avorté) proposé par M. Papandréou en octobre 2011, la critique anti-démocratique mettant en cause l'opportunité de donner la parole au peuple en temps de crise transparaît sous certaines plumes. Ainsi Jean Quatremer, journaliste à *Libération*, juge-t-il malvenu de donner aux Grecs l'opportunité de se prononcer sur la direction suivie par la Grèce, « alors que les mesures d'austérité n'avaient pas encore produit leurs effets bénéfiques que la législature précédente courait jusqu'en 2013 »¹¹. Inutile d'évoquer le fait que les gouvernements (Papandréou, puis Papadémos) issus de cette législature avaient pris l'exact contrepied de l'esprit du précédent scrutin, qui consacrait le rejet des politiques néolibérales du gouvernement conservateur sortant. Ni de parler de la nécessité d'un certain contrôle de la prise de décision économique par un peuple meurtri par 3 ans d'une austérité de moins en moins supportable. Au contraire : au philosophe Michel Vakaloulis qui soulignait « le nécessaire retour de la démocratie dans le débat économique », M. Quatremer rétorqua sur le plateau de l'émission *Ce soir ou jamais* (France 3) qu'« associer les peuples aux décisions de réforme économique n'engendrerait que du conservatisme »¹².

Une inquiétude partagée par Christophe Barbier, éditorialiste à *l'Express*. Le journaliste ne prône ni plus ni moins qu'une suspension de la démocratie au cas où un gouvernement s'avérait impossible à former à l'issue des prochaines élections, et une mise de la Grèce sous tutelle de l'Union européenne : « Il faudra que, de Paris et Berlin, viennent les instruments, les hommes et les méthodes pour remettre Athènes dans le bon sens »¹³. Ainsi l'idée résolument néolibérale que l'économie constitue un domaine trop importé que pour reposer sur la souveraineté populaire semble avoir de beaux jours devant elle. Si la plupart des rédactions concèdent volontiers que les partis traditionnellement hégémoniques Pasok et Nouvelle Démocratie sont en grande partie responsables de la crise actuelle, seuls ceux-ci trouvent grâce à leurs yeux pour sortir de la crise.

⁶ Skoumbi, Vicky, « En Grèce, la théorie des deux extrêmes », <http://lesmauvaisjours.wordpress.com>, 24 mai 2012

⁷ « Le "Spiegel" veut que la Grèce quitte la zone euro », *Lemonde.fr*, 13 mai 2012

⁸ Allen, Kristen, « Germans Won't Pay for Greece's Vacation from Reality », *Spiegel.de*, 8 mai 2012

⁹ Izraelewicz, Erik, « L'euro ou la drachme ? Aux Grecs de choisir », *Le Monde*, 23 mai 2012

¹⁰ Girard, Renaud, « Grèce, le quitte ou double européen », *Le Figaro*, 17 mai 2012

¹¹ « Ce soir ou jamais », *France 3*, 15 mai 2012

¹² *op.cit.*

¹³ Barbier, Christophe, « Comment sauver la Grèce avec une gouvernance européenne moderne », *L'Express*, 23 mai 2012

Chantage européen

Les réactions politiques ne se sont pas non plus fait attendre pour condamner tout gouvernement qui remettrait en cause les conditions posées à la Grèce par ses créanciers internationaux. Lors de l'annonce de nouvelles élections, elles prirent d'ailleurs la forme d'une injonction au « *bon vote* », qui conduirait à un gouvernement ne contesterait pas les réformes à appliquer en vertu du *mémorandum*. Certes, certains représentants européens, à l'instar du président de l'Eurogroupe Jean-Claude Juncker, semblent avoir pris la mesure de l'hostilité populaire, et réclament à ce titre des aménagements aux conditions posées par la troïka¹⁴. Mais lors du sommet européen informel du 23 mai, l'ambiance était plutôt à l'intransigeance. Dans un communiqué aux allures de mise en demeure, les chefs d'Etat et de gouvernement réunis affichent leur volonté de voir la Grèce maintenue dans la zone euro, à condition qu'elle respecte les termes du *mémorandum*¹⁵. En clair, le choix laissé aux Grecs se trouve entre un vote pour partis pro-austérité ou le chaos.

Conscients de l'attachement des Grecs à l'euro, UE et FMI ont par ailleurs tenté ces dernières semaines d'agiter le spectre d'une sortie forcée de la Grèce de la zone euro au cas où elle ne se plierait pas aux exigences internationales¹⁶. Une démarche qui présente tous les traits d'un bluff, car très peu envisagent en réalité une telle sortie, qui serait certes catastrophique pour le pays, mais n'épargnerait pas non plus les autres membres de la zone euro¹⁷. Les agences de notations se sont cependant jointes à l'effort collectif, *Standards & Poors* estimant à une chance sur trois le risque d'une sortie de la Grèce de la zone euro, qui serait la conséquence directe d'un gouvernement qui n'appliquerait pas l'intégralité du *mémorandum*. Bien entendu, au cas où le message n'était pas assez clair pour les électeurs, l'agence n'omet pas de souligner que la sortie de l'euro serait « *probablement très coûteuse pour la population grecque* »¹⁸

L'attitude d'Angela Merkel, qui s'est montrée particulièrement ferme dans son refus de renégocier les conditions du plan de sauvetage, ne surprend guère, tant sa réputation de promouvoir l'austérité envers et contre tout sur le vieux continent n'est plus à faire. On pouvait en revanche attendre du nouveau président français, élu sur un programme opposant la croissance à l'austérité, une attitude qui trancherait avec l'obstination allemande à imposer l'assainissement budgétaire et le remboursement des créanciers de la Grèce au-delà de toute autre considération. Son positionnement sur ce dossier a cependant de quoi refroidir les plus optimistes, puisqu'il ne se distingue guère de la chancelière allemande sur le sujet, le remboursement des créances grecques détenues par la France primant sur la solidarité internationale, et le *mémorandum* de la troïka ayant été décrété meilleur moyen pour y parvenir. Partisan lui aussi d'un « *bon vote* », François Hollande s'est symboliquement affiché aux côtés du leader du Pasok, Evángelos Venizélos (pourtant l'un des principaux partisans de la rigueur au sein de son parti), après avoir ignoré la demande faite par le dirigeant du parti de la gauche radicale Syriza de le rencontrer.

Le ministre des affaires étrangères français Laurent Fabius se montre encore plus catégorique, en soutenant que « *les Grecs ne peuvent à la fois rester dans l'euro et voter pour des formations politiques hostiles au mémorandum international* »¹⁹. Même tonalité au ministère de l'économie, Pierre Moscovici déclarant ainsi ne pas exclure une sortie de la Grèce de l'euro au cas où cette dernière ne remplirait pas ses engagements²⁰. Encore une fois, le seul choix raisonnable laissé aux Grecs se situerait entre les deux partis favorables au plan d'austérité, les mêmes qui ont plongé le pays dans le chaos actuel. Ce sera donc le *mémorandum* ou la sortie de l'euro.

Une alternative crédible à l'austérité

Ce dilemme cornélien, le parti Syriza le refuse. Pour cette coalition de partis de gauche créée en 2004, il est tout à fait possible de concilier appartenance à l'euro et refus des politiques prônées par le *mémorandum*. « *Affirmer*

¹⁴ « Jean-Claude Juncker: "L'intention inébranlable de conserver la Grèce" dans l'euro », huffingtonpost.fr, 14 mai 2012

¹⁵ Labaki, Maroun, « Le message du sommet européen de mercredi soir aux Grecs " C'est l'austérité ou la porte !" », blog.lesoir.be/jour-apres-jour, 24 mai 2012

¹⁶ « Euro : Lagarde évoque une possible "sortie ordonnée" de la Grèce, 15 mai 2012 », challenges.fr

¹⁷ Magis, Maurice, « Le désastre européen », ACJJ.be, mai 2012

¹⁸ « Il y a une chance sur trois que la Grèce sorte de la zone euro », tempsreel.nouvelobs.com, 4 juin 2012

¹⁹ « Législatives grecques : Fabius s'inquiète d'un vote contre l'euro », Lemonde.fr, 21 mai 2012

²⁰ « Euro: Moscovici n'exclut pas une sortie de la Grèce si elle renonce à ses engagements », tempsreel.nouvelobs.com, 3 juin 2012

que notre appartenance à l'euro est en danger est [...] un chantage exercé par les partis favorables aux plans de renflouement et un outil visant à pressurer le peuple afin qu'il accepte des mesures qui nous amèneront la misère », dénonce le jeune leader charismatique du parti Antonis Tsirpas²¹. Sans contester la nécessité de réformes, Syriza les envisage différemment, et réclame un « assainissement des finances publiques socialement juste » qui favoriserait la croissance²². En particulier, elle entend s'attaquer aux « oubliés » des plans d'austérité : les armateurs, notoirement exemptés d'impôts par la constitution, le clergé, premier propriétaire terrien du pays et également délivré d'obligations fiscales en matière foncière, les grosses fortunes, qu'il prévoit de taxer davantage. Des réformes sont par ailleurs prévues pour alléger le coût de la crise pour les plus bas revenus (hausse du salaire minimum, remise en cause des déréglementations de l'emploi, baisse de la TVA, etc.)²³. Une réorientation radicale des dépenses de l'Etat est également au programme, dans un pays qui consacre 7% de son budget à l'armement, pour seulement 2.8% à l'éducation.

Contrairement à ce que clament de nombreux médias grecs et étrangers, ce parti n'entend pas répudier toutes ses dettes, mais, par le biais d'un audit, en déterminer le montant légitime²⁴. Afin de rompre avec la spirale endettement-récession, il souhaite consacrer l'essentiel de l'aide internationale non pas au service de la dette, comme le prévoit le *mémorandum*, mais à un développement des secteurs productifs en vue de relancer la croissance, qui permettra à terme de rembourser les dettes sans bain de sang social. Une éventualité pour l'instant rejetée par ses partenaires européens, mais qui connaît pourtant un précédent, symbolique s'il en est : en 1953, lors d'une conférence sur la restructuration de sa dette, la République fédérale d'Allemagne conditionna le paiement des dettes à titre de réparations de guerre de 23 pays – la Grèce comptait alors parmi ses premiers créanciers – à la réunification allemande (un montant qui ne sera finalement pas payé une fois cette dernière réalisée en 1991)²⁵. La proposition de Syriza est beaucoup plus modeste, puisqu'il ne s'agirait que de geler momentanément le paiement des dettes, puis d'en étaler le paiement.

Syriza entend par ailleurs représenter une alternative crédible à un gouvernement entièrement tourné vers la satisfaction des créanciers de la Grèce. A l'opposé de bon nombre d'organisations d'extrême-gauche contestataires, elle affiche clairement son attachement à l'Union européenne, pour autant que celle-ci serve réellement les intérêts de ses citoyens. Favorable au maintien de la Grèce dans la zone euro, elle réclame, comme nombre d'économistes, une redéfinition des mandats de la BCE qui permettrait aux Etats de s'y financer directement sans passer par les marchés. Si M. Tsirpas est fréquemment montré du doigt comme « l'homme le plus dangereux pour l'Europe »²⁶, le leader de Syriza se défend de tout anti-européisme, et insiste au contraire sur la « nécessité de trouver des solutions communes au niveau européen »²⁷.

Conscient que le contexte international n'est pas favorable à une rupture avec l'austérité, le parti estime néanmoins que le rapport de force que lui conférerait une victoire aux prochaines élections conduirait à certaines inflexions de la part des instances européennes et des autres membres de l'Union. « Tous les autres Etats-membres veulent que la Grèce reste dans l'euro », souligne Giorgos Karatsioubanis du Comité Central de Syriza. « Si c'est un gouvernement de gauche qui sort des urnes aux prochaines élections, ils devront en tenir compte ».

Un camp anti-austérité fragmenté et diabolisé

Les tentatives de transformer la remarquable percée électorale du parti en une réorientation radicale de la politique économique et sociale du pays se sont pourtant soldées par un échec. Syriza a en effet éprouvé le plus grand mal à convaincre ses partenaires potentiels de gauche, le Parti communiste de Grèce (KKE) et la Gauche démocrate (Dimar, parti réformiste situé à la droite de Syriza) de négocier un gouvernement anti-austérité, par ailleurs mathématiquement impossible dans la configuration des élections du 7 mai, puisqu'ils ne totalisaient ensemble que 97 sièges sur 300. Même si une majorité pouvait se dessiner à l'issue du scrutin du 17 juin, lors

²¹ Molard, Mathieu, « GRECE. Syriza, la gauche radicale bientôt au pouvoir? », tempsreel.nouvelobs.com, 16 mai 2012

²² « Grèce: la gauche radicale tirera un trait sur le mémorandum UE-FMI en cas de victoire », Libération.fr, 1^{er} juin 2012

²³ « Grèce : le parti Syriza veut annuler le "mémorandum" sur la réduction de sa dette », Latribune.fr, 1^{er} juin 2012

²⁴ *loc.cit.*

²⁵ El-Sharif, Yasmin, « "Au XXe siècle, Berlin a été le roi de la dette" », Courier international, 30 juin 2011

²⁶ Pfaff, Jan, « Alexis Tsipras est-il une menace pour l'Europe ? », Presseurop.eu, 25 mai 2012

²⁷ « La Grèce restera dans l'euro si la gauche radicale arrive au pouvoir », Lemonde.fr, 23 mai 2012

duquel Syriza est pratiquement certain d'augmenter son score, il n'est pas avéré que ces partis joueraient un rôle plus constructif.

Bien que de vifs débats animent les militants et sympathisants du KKE quant au choix entre une ligne intransigeante ou pragmatique, les instances dirigeantes du parti refusent pour l'heure de participer au gouvernement alternatif à l'austérité proposé par M. Tsirpas. La question de l'euro et de l'intégration européenne constitue la principale pierre d'achoppement pour un accord. Pour des raisons tant politiques que politiciennes, Dimar a également rejeté la perspective d'une union anti-austérité, privilégiant l'idée d'une union nationale qui aurait réuni ND, Pasok, Dimar et Syriza, perspective qui fut refusée par cette dernière. Le parti campe par ailleurs une posture assez confuse, avec une position ambivalente sur le *mémorandum*, et se prononçant pour un gouvernement de gauche sans préciser avec quels partis ni sur quelle base.

Syriza pourra éventuellement compter sur un changement d'attitude de ces partis au cas où ces formations réunies obtiendraient la majorité absolue, ce qui pourrait les forcer à faire face à leurs responsabilités et à s'unir pour promouvoir un gouvernement de refus du *mémorandum*. Les électeurs du KKE et de Dimar pourraient par ailleurs être tentés par un vote utile, et choisir Syriza dans l'espoir qu'un parti hostile aux cures d'austérité arrive en tête, et puisse ainsi bénéficier de la prime de 50 sièges accordée au premier parti. En outre, M. Tsirpas a, durant le mandat qui lui fut confié pour explorer les pistes d'une formation de coalition, rencontré de nombreux partis qui n'ont pas franchi le seuil électoral. Leur éventuelle entrée au parlement pourrait faciliter la tâche de Syriza, bien que les sondages ne soient pour l'heure guère favorables à ces formations.

De leur côté, les médias grecs, principalement acquis au camp favorable à l'austérité, s'emploient corps et âme à décrédibiliser le projet de la gauche radicale. Déjà très active lors de la campagne précédente, la presse grecque semble avoir fait de la diabolisation de Syriza son cheval de bataille, caricaturant à outrance son programme économique et ne rechignant pas aux attaques personnelles contre son leader²⁸. Elle relaye ainsi massivement le point de vue du Pasok et de ND, qui tinrent Syriza pour responsable principal de l'échec des négociations gouvernementales qui ont entraîné les élections anticipées. Comme la presse étrangère, les médias hellènes présentent essentiellement les enjeux de l'élection à venir comme un choix entre drachme et euro. Reste à savoir si cette couverture médiatique favorable au *mémorandum* déterminera davantage le choix des électeurs que les privations et la dégradation du niveau de vie qui leur sont infligés depuis le début des mesures anticrise.

Les dernières élections ont montré que le rejet d'une logique économique suicidaire peut aussi passer par les urnes. Les prochaines permettront peut-être l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement en rupture radicale avec l'idéologie qui a conduit au désastre économique et social actuel. Alors que les sondages laissent entrevoir les conservateurs et la gauche radicale au coude à coude, l'enjeu du scrutin du 17 juin dépasse plus que jamais les frontières nationales : il s'agit du retour dans le débat économique de la démocratie, que l'on avait pensé pouvoir exclure après trois décennies de matraquage intellectuel sur l'inéluctabilité des réformes néolibérales.

²⁸ Pfaff, Jan, *Loc. cit.*